

Commune du
SEQUESTRE - Tarn-

ARRETE DE POLICE PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION

Le Maire du SEQUESTRE - Tarn ;

VU le code de la route,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de la voirie routière,

VU la loi 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 07 janvier 1983

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, huitième partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU la demande de l'entreprise SOLUTIONS 30, en date du 18 août 2022, pour des travaux de remplacement d'un poteau telecom et l'implantation de 2 poteaux orange, rue de l'ancienne école.

VU la permission de voirie n° 46ORANGE22 signée le 28/06/2022 par la communauté d'agglomération de l'albigeois

Considérant que les travaux devant être effectués par cette entreprise ne sont pas compatibles avec le maintien normal de circulation et du stationnement sur les voies concernées

ARRETE

Article 1 : La circulation pourra s'effectuer en chaussée rétrécie entre le lundi 5 et le vendredi 23 septembre 2022 inclus sur : La rue de l'ancienne école

Article 2 : En cas de besoin, la circulation de tous les véhicules s'effectuera par voie unique à sens alterné. L'alternance sera alors réglée manuellement ou par des feux tricolores de part et d'autre de la zone chantier.

Article 3 : Les restrictions suivantes seront instituées au droit du chantier :

- Défense de stationner (en dehors des véhicules de chantier)
- Interdiction de dépasser.
- Vitesse limitée à 30 km/h

Article 4 : L'entreprise engagée dans ces travaux devra maintenir en permanence la propreté, l'état et la viabilité de la chaussée de la voie ouverte à la circulation durant les heures de chantier et lors du repliement du chantier.

La signalisation et la pré-signalisation de chantier seront mises en place, entretenues et déposées, sous contrôle des services de l'entreprise.

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur. Le Maire, l'entreprise ou la personne chargée des travaux, et le bénéficiaire, destinataire d'un exemplaire du présent arrêté sont chargés, chacun en ce qui le concerne de son application. Ampliation du présent arrêté sera transmise à la Gendarmerie d'Albi, aux services de secours et au service de Transports Urbains de la communauté d'agglomération de l'Albigeois.

Fait au SEQUESTRE, le 18 août 2022

Le Maire,
Gérard POUJADE

